

CAMERA DEI DEPUTATI N. 2931

DISEGNO DI LEGGE

APPROVATO DAL SENATO DELLA REPUBBLICA

il 19 luglio 2007 (v. stampato Senato n. 1558)

PRESENTATO DAL MINISTRO DEGLI AFFARI ESTERI

(D'ALEMA)

E DAL MINISTRO PER I BENI E LE ATTIVITÀ CULTURALI

(RUTELLI)

DI CONCERTO CON IL MINISTRO DELL'ECONOMIA E DELLE FINANZE

(PADOA SCHIOPPA)

CON IL MINISTRO DELLA PUBBLICA ISTRUZIONE

(FIORONI)

CON IL MINISTRO DELL'UNIVERSITÀ E DELLA RICERCA

(MUSSI)

E CON IL MINISTRO PER GLI AFFARI REGIONALI E LE AUTONOMIE LOCALI

(LANZILLOTTA)

Ratifica ed esecuzione della Convenzione per la salvaguardia del patrimonio culturale immateriale, adottata a Parigi il 17 ottobre 2003 dalla XXXII sessione della Conferenza generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite per l'educazione, la scienza e la cultura (UNESCO)

*Trasmesso dal Presidente del Senato della Repubblica
il 19 luglio 2007*

DISEGNO DI LEGGE

ART. 1.

(Autorizzazione alla ratifica).

1. Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare la Convenzione per la salvaguardia del patrimonio culturale immateriale, adottata a Parigi il 17 ottobre 2003 dalla XXXII sessione della Conferenza generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite per l'educazione, la scienza e la cultura (UNESCO).

ART. 2.

(Ordine di esecuzione).

1. Piena ed intera esecuzione è data alla Convenzione di cui all'articolo 1, a decorrere dalla data della sua entrata in vigore, in conformità a quanto disposto dall'articolo 34 della Convenzione stessa.

ART. 3.

(Copertura finanziaria).

1. All'onere derivante dall'attuazione della presente legge, valutato in euro 148.600 per l'anno 2007, in euro 142.455 per l'anno 2008 ed in euro 148.600 annui a decorrere dall'anno 2009, si provvede mediante corrispondente riduzione dello stanziamento iscritto, ai fini del bilancio triennale 2007-2009, nell'ambito dell'unità previsionale di base di parte corrente « Fondo speciale » dello stato di previsione del Ministero dell'economia e delle finanze per l'anno 2007, allo scopo parzialmente utilizzando l'accantonamento relativo al Ministero degli affari esteri.

2. Il Ministro dell'economia e delle finanze provvede al monitoraggio dell'attuazione del presente articolo, anche al fine dell'applicazione dell'articolo 11-ter,

comma 7, della legge 5 agosto 1978, n. 468, e successive modificazioni, e trasmette alle Camere, corredati da apposite relazioni, gli eventuali decreti emanati ai sensi dell'articolo 7, secondo comma, numero 2), della citata legge n. 468 del 1978.

3. Il Ministro dell'economia e delle finanze è autorizzato ad apportare, con propri decreti, le occorrenti variazioni di bilancio.

ART. 4.

(Entrata in vigore).

1. La presente legge entra in vigore il giorno successivo a quello della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale*.



CONVENTION

POUR LA SAUVEGARDE DU PATRIMOINE CULTUREL IMMATERIEL

Paris, le 17 octobre 2003

Convention pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel

La Conférence générale de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture ci-après dénommée "l'UNESCO", réunie à Paris du vingt-neuf septembre au dix-sept octobre 2003 en sa 32^e session,

Se référant aux instruments internationaux existants relatifs aux droits de l'homme, en particulier à la Déclaration universelle des droits de l'homme de 1948, au Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels de 1966 et au Pacte international relatif aux droits civils et politiques de 1966,

Considérant l'importance du patrimoine culturel immatériel, creuset de la diversité culturelle et garant du développement durable, telle que soulignée par la Recommandation de l'UNESCO sur la sauvegarde de la culture traditionnelle et populaire de 1989, par la Déclaration universelle de l'UNESCO sur la diversité culturelle de 2001 et par la Déclaration d'Istanbul de 2002 adoptée par la troisième Table ronde des ministres de la culture,

Considérant la profonde interdépendance entre le patrimoine culturel immatériel et le patrimoine matériel culturel et naturel,

Reconnaissant que les processus de mondialisation et de transformation sociale, à côté des conditions qu'ils créent pour un dialogue renouvelé entre les communautés, font, tout comme les phénomènes d'intolérance, également peser de graves menaces de dégradation, de disparition et de destruction sur le patrimoine culturel immatériel, en particulier du fait du manque de moyens de sauvegarde de celui-ci,

Consciente de la volonté universelle et de la préoccupation partagée de sauvegarder le patrimoine culturel immatériel de l'humanité,

Reconnaissant que les communautés, en particulier les communautés autochtones, les groupes et, le cas échéant, les individus, jouent un rôle important dans la production, la sauvegarde, l'entretien et la recréation du patrimoine culturel immatériel, contribuant ainsi à l'enrichissement de la diversité culturelle et de la créativité humaine,

Notant la grande portée de l'activité menée par l'UNESCO afin d'établir des instruments normatifs pour la protection du patrimoine culturel, en particulier la Convention pour la protection du patrimoine mondial, culturel et naturel de 1972,

Notant en outre qu'il n'existe à ce jour aucun instrument multilatéral à caractère contraignant visant à la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel,

Considérant que les accords, recommandations et résolutions internationaux existants concernant le patrimoine culturel et naturel devraient être enrichis et complétés efficacement au moyen de nouvelles dispositions relatives au patrimoine culturel immatériel,

Considérant la nécessité de faire davantage prendre conscience, en particulier parmi les jeunes générations, de l'importance du patrimoine culturel immatériel et de sa sauvegarde,

Considérant que la communauté internationale devrait contribuer avec les Etats parties à la présente Convention à la sauvegarde de ce patrimoine dans un esprit de coopération et d'entraide,

Rappelant les programmes de l'UNESCO relatifs au patrimoine culturel immatériel, notamment la Proclamation des chefs-d'oeuvre du patrimoine oral et immatériel de l'humanité.

Considérant le rôle inestimable du patrimoine culturel immatériel comme facteur de rapprochement, d'échange et de compréhension entre les êtres humains,

Adopte, le dix-sept octobre 2003, la présente Convention.

I. Dispositions générales

Article premier : Buts de la Convention

Les buts de la présente Convention sont :

- (a) la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel ;
- (b) le respect du patrimoine culturel immatériel des communautés, des groupes et des individus concernés ;
- (c) la sensibilisation aux niveaux local, national et international à l'importance du patrimoine culturel immatériel et de son appréciation mutuelle ;
- (d) la coopération et l'assistance internationales.

Article 2 : Définitions

Aux fins de la présente Convention,

1. On entend par "patrimoine culturel immatériel" les pratiques, représentations, expressions, connaissances et savoir-faire - ainsi que les instruments, objets, artefacts et espaces culturels qui leur sont associés - que les communautés, les groupes et, le cas échéant, les individus reconnaissent comme faisant partie de leur patrimoine culturel. Ce patrimoine culturel immatériel, transmis de génération en génération, est recréé en permanence par les communautés et groupes en fonction de leur milieu, de leur interaction avec la nature et de leur histoire, et leur procure un sentiment d'identité et de continuité, contribuant ainsi à promouvoir le respect de la diversité culturelle et la créativité humaine. Aux fins de la présente Convention, seul sera pris en considération le patrimoine culturel immatériel conforme aux instruments internationaux existants relatifs aux droits de l'homme, ainsi qu'à l'exigence du respect mutuel entre communautés, groupes et individus, et d'un développement durable.
2. Le "patrimoine culturel immatériel", tel qu'il est défini au paragraphe 1 ci-dessus, se manifeste notamment dans les domaines suivants :
 - (a) les traditions et expressions orales, y compris la langue comme vecteur du patrimoine culturel immatériel ;
 - (b) les arts du spectacle ;
 - (c) les pratiques sociales, rituels et événements festifs ;
 - (d) les connaissances et pratiques concernant la nature et l'univers ;

- (e) les savoir-faire liés à l'artisanat traditionnel.
3. On entend par "sauvegarde" les mesures visant à assurer la viabilité du patrimoine culturel immatériel, y compris l'identification, la documentation, la recherche, la préservation, la protection, la promotion, la mise en valeur, la transmission, essentiellement par l'éducation formelle et non formelle, ainsi que la revitalisation des différents aspects de ce patrimoine.
 4. On entend par "Etats parties" les Etats qui sont liés par la présente Convention et entre lesquels celle-ci est en vigueur.
 5. La présente Convention s'applique *mutatis mutandis* aux territoires visés à l'article 33 qui en deviennent parties, conformément aux conditions précisées dans cet article. Dans cette mesure, l'expression "Etats parties" s'entend également de ces territoires.

Article 3 : Relation avec d'autres instruments internationaux

Rien dans la présente Convention ne peut être interprété comme :

- (a) altérant le statut ou diminuant le niveau de protection des biens déclarés du patrimoine mondial dans le cadre de la Convention pour la protection du patrimoine mondial, culturel et naturel de 1972, auxquels un élément du patrimoine culturel immatériel est directement associé ; ou
- (b) affectant les droits et obligations des Etats parties découlant de tout instrument international relatif aux droits de la propriété intellectuelle ou à l'usage des ressources biologiques et écologiques auquel ils sont parties.

II. Organes de la Convention

Article 4 : Assemblée générale des Etats parties

1. Il est établi une Assemblée générale des Etats parties, ci-après dénommée "l'Assemblée générale". L'Assemblée générale est l'organe souverain de la présente Convention.
2. L'Assemblée générale se réunit en session ordinaire tous les deux ans. Elle peut se réunir en session extraordinaire si elle en décide ainsi ou si demande lui en est adressée par le Comité intergouvernemental de sauvegarde du patrimoine culturel immatériel ou par au moins un tiers des Etats parties.
3. L'Assemblée générale adopte son règlement intérieur.

Article 5 : Comité intergouvernemental de sauvegarde du patrimoine culturel immatériel

1. Il est institué auprès de l'UNESCO un Comité intergouvernemental de sauvegarde du patrimoine culturel immatériel, ci-après dénommé "le Comité". Il est composé de représentants de 18 Etats parties, élus par les Etats parties réunis en Assemblée générale dès que la présente Convention entrera en vigueur conformément à l'article 34.
2. Le nombre des Etats membres du Comité sera porté à 24 dès lors que le nombre d'Etats parties à la Convention atteindra 50.

Article 6 : Election et mandat des Etats membres du Comité

1. L'élection des Etats membres du Comité doit répondre aux principes de répartition géographique et de rotation équitables.
2. Les Etats membres du Comité sont élus pour un mandat de quatre ans par les Etats parties à la Convention réunis en Assemblée générale.
3. Toutefois, le mandat de la moitié des Etats membres du Comité élus lors de la première élection est limité à deux ans. Ces Etats sont désignés par un tirage au sort lors de cette première élection.
4. Tous les deux ans, l'Assemblée générale procède au renouvellement de la moitié des Etats membres du Comité.
5. Elle élit également autant d'Etats membres du Comité que nécessaire pour pourvoir les postes vacants.
6. Un Etat membre du Comité ne peut être élu pour deux mandats consécutifs.
7. Les Etats membres du Comité choisissent pour les représenter des personnes qualifiées dans les divers domaines du patrimoine culturel immatériel.

Article 7 : Fonctions du Comité

Sans préjudice des autres attributions qui lui sont conférées par la présente Convention, les fonctions du Comité sont les suivantes :

- (a) promouvoir les objectifs de la Convention, encourager et assurer le suivi de sa mise en oeuvre ;
- (b) donner des conseils sur les meilleures pratiques et formuler des recommandations sur les mesures en faveur de la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel ;
- (c) préparer et soumettre à l'approbation de l'Assemblée générale un projet d'utilisation des ressources du Fonds, conformément à l'article 25 ;
- (d) s'efforcer de trouver les moyens d'augmenter ses ressources et prendre les mesures requises à cette fin, conformément à l'article 25 ;
- (e) préparer et soumettre à l'approbation de l'Assemblée générale des directives opérationnelles pour la mise en oeuvre de la Convention ;
- (f) examiner, conformément à l'article 29, les rapports des Etats parties, et en faire un résumé à l'intention de l'Assemblée générale ;
- (g) examiner les demandes présentées par les Etats parties et décider, en conformité avec les critères objectifs de sélection établis par lui et approuvés par l'Assemblée générale :
 - (i) des inscriptions sur les listes et des propositions mentionnées aux articles 16, 17 et 18 ;
 - (ii) de l'octroi de l'assistance internationale conformément à l'article 22.

Article 8 : Méthodes de travail du Comité

1. Le Comité est responsable devant l'Assemblée générale. Il lui rend compte de toutes ses activités et décisions.
2. Le Comité adopte son règlement intérieur à la majorité des deux tiers de ses membres.
3. Le Comité peut créer temporairement les organes consultatifs *ad hoc* qu'il estime nécessaires à l'exécution de sa tâche.
4. Le Comité peut inviter à ses réunions tout organisme public ou privé, ainsi que toute personne physique, possédant des compétences avérées dans les différents domaines du patrimoine culturel immatériel, pour les consulter sur toute question particulière.

Article 9 : Accréditation des organisations consultatives

1. Le Comité propose à l'Assemblée générale l'accréditation d'organisations non gouvernementales possédant des compétences avérées dans le domaine du patrimoine culturel immatériel. Ces organisations auront des fonctions consultatives auprès du Comité.
2. Le Comité propose également à l'Assemblée générale les critères et modalités de cette accréditation.

Article 10 : Le Secrétariat

1. Le Comité est assisté par le Secrétariat de l'UNESCO.
2. Le Secrétariat prépare la documentation de l'Assemblée générale et du Comité, ainsi que le projet d'ordre du jour de leurs réunions et assure l'exécution de leurs décisions.

III. Sauvegarde du patrimoine culturel immatériel à l'échelle nationale**Article 11 : Rôle des Etats parties**

Il appartient à chaque Etat partie :

- (a) de prendre les mesures nécessaires pour assurer la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel présent sur son territoire ;
- (b) parmi les mesures de sauvegarde visées à l'article 2, paragraphe 3, d'identifier et de définir les différents éléments du patrimoine culturel immatériel présents sur son territoire, avec la participation des communautés, des groupes et des organisations non gouvernementales pertinentes.

Article 12 : Inventaires

1. Pour assurer l'identification en vue de la sauvegarde, chaque Etat partie dresse, de façon adaptée à sa situation, un ou plusieurs inventaires du patrimoine culturel immatériel présent sur son territoire. Ces inventaires font l'objet d'une mise à jour régulière.
2. Chaque Etat partie, lorsqu'il présente périodiquement son rapport au Comité, conformément à l'article 29, fournit des informations pertinentes concernant ces inventaires.

Article 13 : *Autres mesures de sauvegarde*

En vue d'assurer la sauvegarde, le développement et la mise en valeur du patrimoine culturel immatériel présent sur son territoire, chaque Etat partie s'efforce :

- (a) d'adopter une politique générale visant à mettre en valeur la fonction du patrimoine culturel immatériel dans la société et à intégrer la sauvegarde de ce patrimoine dans des programmes de planification ;
- (b) de désigner ou d'établir un ou plusieurs organismes compétents pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel présent sur son territoire ;
- (c) d'encourager des études scientifiques, techniques et artistiques ainsi que des méthodologies de recherche pour une sauvegarde efficace du patrimoine culturel immatériel, en particulier du patrimoine culturel immatériel en danger ;
- (d) d'adopter les mesures juridiques, techniques, administratives et financières appropriées visant à :
 - (i) favoriser la création ou le renforcement d'institutions de formation à la gestion du patrimoine culturel immatériel ainsi que la transmission de ce patrimoine à travers les forums et espaces destinés à sa représentation et à son expression ;
 - (ii) garantir l'accès au patrimoine culturel immatériel tout en respectant les pratiques coutumières qui régissent l'accès à des aspects spécifiques de ce patrimoine ;
 - (iii) établir des institutions de documentation sur le patrimoine culturel immatériel et à en faciliter l'accès.

Article 14 : *Education, sensibilisation et renforcement des capacités*

Chaque Etat partie s'efforce, par tous moyens appropriés :

- (a) d'assurer la reconnaissance, le respect et la mise en valeur du patrimoine culturel immatériel dans la société, en particulier grâce à :
 - (i) des programmes éducatifs, de sensibilisation et de diffusion d'informations à l'intention du public, notamment des jeunes ;
 - (ii) des programmes éducatifs et de formation spécifiques au sein des communautés et des groupes concernés ;
 - (iii) des activités de renforcement des capacités en matière de sauvegarde du patrimoine culturel immatériel et en particulier de gestion et de recherche scientifique ; et
 - (iv) des moyens non formels de transmission des savoirs ;
- (b) de maintenir le public informé des menaces qui pèsent sur ce patrimoine ainsi que des activités menées en application de la présente Convention ;

- (c) de promouvoir l'éducation à la protection des espaces naturels et des lieux de mémoire dont l'existence est nécessaire à l'expression du patrimoine culturel immatériel.

Article 15 : Participation des communautés, groupes et individus

Dans le cadre de ses activités de sauvegarde du patrimoine culturel immatériel, chaque Etat partie s'efforce d'assurer la plus large participation possible des communautés, des groupes et, le cas échéant, des individus qui créent, entretiennent et transmettent ce patrimoine, et de les impliquer activement dans sa gestion.

IV. Sauvegarde du patrimoine culturel immatériel à l'échelle internationale

Article 16 : Liste représentative du patrimoine culturel immatériel de l'humanité

1. Pour assurer une meilleure visibilité du patrimoine culturel immatériel, faire prendre davantage conscience de son importance et favoriser le dialogue dans le respect de la diversité culturelle, le Comité, sur proposition des Etats parties concernés, établit, tient à jour et publie une liste représentative du patrimoine culturel immatériel de l'humanité.
2. Le Comité élabore et soumet à l'approbation de l'Assemblée générale les critères présidant à l'établissement, à la mise à jour et à la publication de cette liste représentative.

Article 17 : Liste du patrimoine culturel immatériel nécessitant une sauvegarde urgente

1. En vue de prendre les mesures de sauvegarde appropriées, le Comité établit, tient à jour et publie une liste du patrimoine culturel immatériel nécessitant une sauvegarde urgente, et inscrit ce patrimoine sur la Liste à la demande de l'Etat partie concerné.
2. Le Comité élabore et soumet à l'approbation de l'Assemblée générale les critères présidant à l'établissement, à la mise à jour et à la publication de cette liste.
3. Dans des cas d'extrême urgence - dont les critères objectifs sont approuvés par l'Assemblée générale sur proposition du Comité - celui-ci peut inscrire un élément du patrimoine concerné sur la Liste mentionnée au paragraphe 1 en consultation avec l'Etat partie concerné.

Article 18 : Programmes, projets et activités de sauvegarde du patrimoine culturel immatériel

1. Sur la base des propositions présentées par les Etats parties, et conformément aux critères qu'il définit et qui sont approuvés par l'Assemblée générale, le Comité sélectionne périodiquement et fait la promotion des programmes, projets et activités de caractère national, sous-régional ou régional de sauvegarde du patrimoine qu'il estime refléter le mieux les principes et objectifs de la présente Convention, en tenant compte des besoins particuliers des pays en développement.
2. A cette fin, il reçoit, examine et approuve les demandes d'assistance internationale formulées par les Etats parties pour l'élaboration de ces propositions.
3. Le Comité accompagne la mise en oeuvre desdits programmes, projets et activités par la diffusion des meilleures pratiques selon les modalités qu'il aura déterminées.

V. Coopération et assistance internationales**Article 19 : Coopération**

1. Aux fins de la présente Convention, la coopération internationale comprend en particulier l'échange d'informations et d'expériences, des initiatives communes ainsi que la mise en place d'un mécanisme d'assistance aux Etats parties dans leurs efforts pour sauvegarder le patrimoine culturel immatériel.
2. Sans préjudice des dispositions de leur législation nationale et de leurs droit et pratiques coutumiers, les Etats parties reconnaissent que la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel est dans l'intérêt général de l'humanité et s'engagent, à cette fin, à coopérer aux niveaux bilatéral, sous-régional, régional et international.

Article 20 : Objectifs de l'assistance internationale

L'assistance internationale peut être accordée pour les objectifs suivants :

- (a) la sauvegarde du patrimoine inscrit sur la Liste du patrimoine culturel immatériel nécessitant une sauvegarde urgente ;
- (b) la préparation d'inventaires au sens des articles 11 et 12 ;
- (c) l'appui à des programmes, projets et activités conduits aux niveaux national, sous-régional et régional, visant à la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel ;
- (d) tout autre objectif que le Comité jugerait nécessaire.

Article 21 : Formes de l'assistance internationale

L'assistance accordée par le Comité à un Etat partie est réglementée par les directives opérationnelles prévues à l'article 7 et par l'accord visé à l'article 24, et peut prendre les formes suivantes :

- (a) des études concernant les différents aspects de la sauvegarde ;
- (b) la mise à disposition d'experts et de praticiens ;
- (c) la formation de tous personnels nécessaires ;
- (d) l'élaboration de mesures normatives ou autres ;
- (e) la création et l'exploitation d'infrastructures ;
- (f) la fourniture d'équipement et de savoir-faire ;
- (g) d'autres formes d'assistance financière et technique y compris, le cas échéant, l'octroi de prêts à faible intérêt et de dons.

Article 22 : Conditions de l'assistance internationale

1. Le Comité établit la procédure d'examen des demandes d'assistance internationale et précise les éléments de la demande tels que les mesures envisagées, les interventions nécessaires et l'évaluation de leur coût.

2. En cas d'urgence, la demande d'assistance doit être examinée en priorité par le Comité.
3. Afin de prendre une décision, le Comité procède aux études et consultations qu'il juge nécessaires.

Article 23 : Demandes d'assistance internationale

1. Chaque Etat partie peut présenter au Comité une demande d'assistance internationale pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel présent sur son territoire.
2. Une telle demande peut aussi être présentée conjointement par deux ou plusieurs Etats parties.
3. La demande doit comporter les éléments d'information prévus à l'article 22, paragraphe 1, et les documents nécessaires.

Article 24 : Rôle des Etats parties bénéficiaires

1. En conformité avec les dispositions de la présente Convention, l'assistance internationale attribuée est régie par un accord entre l'Etat partie bénéficiaire et le Comité.
2. En règle générale, l'Etat partie bénéficiaire doit participer, dans la mesure de ses moyens, au coût des mesures de sauvegarde pour lesquelles une assistance internationale est fournie.
3. L'Etat partie bénéficiaire remet au Comité un rapport sur l'utilisation de l'assistance accordée en faveur de la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel.

VI. Fonds du patrimoine culturel immatériel

Article 25 : Nature et ressources du Fonds

1. Il est créé un "Fonds pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel", ci-après dénommé "le Fonds".
2. Le Fonds est constitué en fonds-en-dépôt conformément aux dispositions du Règlement financier de l'UNESCO.
3. Les ressources du Fonds sont constituées par :
 - (a) les contributions des Etats parties ;
 - (b) les fonds alloués à cette fin par la Conférence générale de l'UNESCO ;
 - (c) les versements, dons ou legs que pourront faire :
 - (i) d'autres Etats ;
 - (ii) les organisations et programmes du système des Nations Unies, notamment le Programme des Nations Unies pour le développement, ainsi que d'autres organisations internationales ;
 - (iii) des organismes publics ou privés ou des personnes privées ;

- (d) tout intérêt dû sur les ressources du Fonds ;
 - (e) le produit des collectes et les recettes des manifestations organisées au profit du Fonds ;
 - (f) toutes autres ressources autorisées par le règlement du Fonds que le Comité élabore.
4. L'utilisation des ressources par le Comité est décidée sur la base des orientations de l'Assemblée générale.
 5. Le Comité peut accepter des contributions et autres formes d'assistance fournies à des fins générales ou spécifiques se rapportant à des projets déterminés, pourvu que ces projets soient approuvés par le Comité.
 6. Les contributions au Fonds ne peuvent être assorties d'aucune condition politique, économique ou autre qui soit incompatible avec les objectifs recherchés par la présente Convention.

Article 26 : Contributions des Etats parties au Fonds

1. Sans préjudice de toute contribution volontaire supplémentaire, les Etats parties à la présente Convention s'engagent à verser au Fonds, au moins tous les deux ans, une contribution dont le montant, calculé selon un pourcentage uniforme applicable à tous les Etats, sera décidé par l'Assemblée générale. Cette décision de l'Assemblée générale sera prise à la majorité des Etats parties présents et votants qui n'ont pas fait la déclaration visée au paragraphe 2 du présent article. En aucun cas, cette contribution ne pourra dépasser 1 % de la contribution de l'Etat partie au budget ordinaire de l'UNESCO.
2. Toutefois, tout Etat visé à l'article 32 ou à l'article 33 de la présente Convention peut, au moment du dépôt de ses instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, déclarer qu'il ne sera pas lié par les dispositions du paragraphe 1 du présent article.
3. Un Etat partie à la présente Convention ayant fait la déclaration visée au paragraphe 2 du présent article s'efforcera de retirer ladite déclaration moyennant notification au Directeur général de l'UNESCO. Toutefois, le retrait de la déclaration n'aura d'effet sur la contribution due par cet Etat qu'à partir de la date d'ouverture de la session suivante de l'Assemblée générale.
4. Afin que le Comité soit en mesure de prévoir ses opérations d'une manière efficace, les contributions des Etats parties à la présente Convention qui ont fait la déclaration visée au paragraphe 2 du présent article, doivent être versées sur une base régulière, au moins tous les deux ans, et devraient se rapprocher le plus possible des contributions qu'ils auraient dû verser s'ils avaient été liés par les dispositions du paragraphe 1 du présent article.
5. Tout Etat partie à la présente Convention, en retard dans le paiement de sa contribution obligatoire ou volontaire au titre de l'année en cours et de l'année civile qui l'a immédiatement précédée, n'est pas éligible au Comité, cette disposition ne s'appliquant pas lors de la première élection. Le mandat d'un tel Etat qui est déjà membre du Comité prendra fin au moment de toute élection prévue à l'article 6 de la présente Convention.

Article 27 : Contributions volontaires supplémentaires au Fonds

Les Etats parties désireux de verser des contributions volontaires en sus de celles prévues à l'article 26 en informent le Comité aussitôt que possible afin de lui permettre de planifier ses activités en conséquence.

Article 28 : Campagnes internationales de collecte de fonds

Les Etats parties prêtent, dans la mesure du possible, leur concours aux campagnes internationales de collecte organisées au profit du Fonds sous les auspices de l'UNESCO.

VII. Rapports**Article 29 : Rapports des Etats parties**

Les Etats parties présentent au Comité, dans les formes et selon la périodicité prescrites par ce dernier, des rapports sur les dispositions législatives, réglementaires ou autres prises pour la mise en œuvre de la présente Convention.

Article 30 : Rapports du Comité

1. Sur la base de ses activités et des rapports des Etats parties mentionnés à l'article 29, le Comité soumet un rapport à chaque session de l'Assemblée générale.
2. Ce rapport est porté à la connaissance de la Conférence générale de l'UNESCO.

VIII. Clause transitoire**Article 31 : Relation avec la Proclamation des chefs-d'oeuvre du patrimoine oral et immatériel de l'humanité**

1. Le Comité intègre dans la Liste représentative du patrimoine culturel immatériel de l'humanité les éléments proclamés "Chefs-d'oeuvre du patrimoine oral et immatériel de l'humanité" avant l'entrée en vigueur de la présente Convention.
2. L'intégration de ces éléments dans la Liste représentative du patrimoine culturel immatériel de l'humanité ne préjuge en rien des critères arrêtés conformément à l'article 16, paragraphe 2, pour les inscriptions à venir.
3. Aucune autre Proclamation ne sera faite après l'entrée en vigueur de la présente Convention.

IX. Dispositions finales**Article 32 : Ratification, acceptation ou approbation**

1. La présente Convention est soumise à la ratification, l'acceptation ou l'approbation des Etats membres de l'UNESCO, conformément à leurs procédures constitutionnelles respectives.
2. Les instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation sont déposés auprès du Directeur général de l'UNESCO.

Article 33 : Adhésion

1. La présente Convention est ouverte à l'adhésion de tout Etat non membre de l'UNESCO invité à y adhérer par la Conférence générale de l'Organisation.
2. La présente Convention est également ouverte à l'adhésion des territoires qui jouissent d'une complète autonomie interne, reconnue comme telle par l'Organisation des Nations Unies, mais qui n'ont pas accédé à la pleine indépendance conformément à la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale et qui ont compétence pour les matières dont traite la présente Convention, y compris la compétence reconnue pour conclure des traités sur ces matières.
3. L'instrument d'adhésion sera déposé auprès du Directeur général de l'UNESCO.

Article 34 : Entrée en vigueur

La présente Convention entrera en vigueur trois mois après la date du dépôt du trentième instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, mais uniquement à l'égard des Etats qui auront déposé leurs instruments respectifs de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion à cette date ou antérieurement. Elle entrera en vigueur pour tout autre Etat partie trois mois après le dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion.

Article 35 : Régimes constitutionnels fédératifs ou non unitaires

Les dispositions ci-après s'appliquent aux Etats parties ayant un régime constitutionnel fédératif ou non unitaire :

- (a) en ce qui concerne les dispositions de la présente Convention dont l'application relève de la compétence du pouvoir législatif fédéral ou central, les obligations du gouvernement fédéral ou central seront les mêmes que celles des Etats parties qui ne sont pas des Etats fédératifs ;
- (b) en ce qui concerne les dispositions de la présente Convention dont l'application relève de la compétence de chacun des Etats, pays, provinces ou cantons constituants, qui ne sont pas en vertu du régime constitutionnel de la fédération tenus de prendre des mesures législatives, le gouvernement fédéral portera, avec son avis favorable, lesdites dispositions à la connaissance des autorités compétentes des Etats, pays, provinces ou cantons pour adoption.

Article 36 : Dénonciation

1. Chacun des Etats parties a la faculté de dénoncer la présente Convention.
2. La dénonciation est notifiée par un instrument écrit déposé auprès du Directeur général de l'UNESCO.
3. La dénonciation prend effet douze mois après réception de l'instrument de dénonciation. Elle ne modifie en rien les obligations financières dont l'Etat partie dénonciateur est tenu de s'acquitter jusqu'à la date à laquelle le retrait prend effet.

Article 37 : Fonctions du dépositaire

Le Directeur général de l'UNESCO, en sa qualité de dépositaire de la présente Convention, informe les Etats membres de l'Organisation, les Etats non membres visés à l'article 33, ainsi que l'Organisation des Nations Unies, du dépôt de tous les instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion mentionnés aux articles 32 et 33, de même que des dénonciations prévues à l'article 36.

Article 38 : Amendements

1. Tout Etat partie peut, par voie de communication écrite adressée au Directeur général, proposer des amendements à la présente Convention. Le Directeur général transmet cette communication à tous les Etats parties. Si, dans les six mois qui suivent la date de transmission de la communication, la moitié au moins des Etats parties donne une réponse favorable à cette demande, le Directeur général présente cette proposition à la prochaine session de l'Assemblée générale pour discussion et éventuelle adoption.
2. Les amendements sont adoptés à la majorité des deux tiers des Etats parties présents et votants.
3. Les amendements à la présente Convention, une fois adoptés, sont soumis aux Etats parties pour ratification, acceptation, approbation ou adhésion.
4. Pour les Etats parties qui les ont ratifiés, acceptés, approuvés ou y ont adhéré, les amendements à la présente Convention entrent en vigueur trois mois après le dépôt des instruments visés au paragraphe 3 du présent article par les deux tiers des Etats parties. Par la suite, pour chaque Etat partie qui ratifie, accepte, approuve un amendement ou y adhère, cet amendement entre en vigueur trois mois après la date de dépôt par l'Etat partie de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion.
5. La procédure établie aux paragraphes 3 et 4 ne s'applique pas aux amendements apportés à l'article 5 relatif au nombre des Etats membres du Comité. Ces amendements entrent en vigueur au moment de leur adoption.
6. Un Etat qui devient partie à la présente Convention après l'entrée en vigueur d'amendements conformément au paragraphe 4 du présent article est, faute d'avoir exprimé une intention différente, considéré comme étant :
 - (a) partie à la présente Convention ainsi amendée ; et
 - (b) partie à la présente Convention non amendée à l'égard de tout Etat partie qui n'est pas lié par ces amendements.

Article 39 : Textes faisant foi

La présente Convention est établie en anglais, en arabe, en chinois, en espagnol, en français et en russe, les six textes faisant également foi.

Article 40 : Enregistrement

Conformément à l'article 102 de la Charte des Nations Unies, la présente Convention sera enregistrée au Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies à la requête du Directeur général de l'UNESCO.

DONE at Paris, this third day of November 2003, in two authentic copies bearing the signature of the President of the 32nd session of the General Conference and of the Director-General of UNESCO. These two copies shall be deposited in the archives of UNESCO. Certified true copies shall be delivered to all the States referred to in Articles 32 and 33, as well as to the United Nations.

Fait à Paris, le trois novembre 2003, en deux exemplaires authentiques portant la signature du Président de la 32e session de la Conférence générale et du Directeur général de l'UNESCO. Ces deux exemplaires seront déposés dans les archives de l'UNESCO. Des copies certifiées conformes seront remises à tous les Etats visés aux articles 32 et 33 ainsi qu'à l'Organisation des Nations Unies.

Hecho en París en este día tres de noviembre de 2003, en dos ejemplares auténticos que llevan la firma del Presidente de la 32ª reunión de la Conferencia General y del Director General de la UNESCO, ejemplares que quedarán depositados en los archivos de la UNESCO y de los cuales se remitirá copia certificada conforme a todos los Estados a que se refieren los Artículos 32 y 33, así como a las Naciones Unidas.

Совершено в Париже 3 ноября 2003 года в двух аутентичных экземплярах за подписью Председателя тридцать второй сессии Генеральной конференции и Генерального директора ЮНЕСКО. Оба экземпляра сдаются на хранение в архив ЮНЕСКО, а их надлежащим образом заверенные копии направляются всем государствам, указанным в статьях 32 и 33, а также Организации Объединенных Наций.

حررت في باريس بتاريخ هذا اليوم الثالث من شهر نوفمبر/تشرين الثاني ٢٠٠٣، من نسختين أصليتين تحملان توقيع رئيس الدورة الثانية والثلاثين للمؤتمر العام، والمدير العام لليونسكو. وسوف تودع هاتان النسختان في محفوظات اليونسكو، وتؤخذ عنهما نسخ مصدقة طبق الأصل لترسل إلى الدول المشار إليها في المادتين ٣٢ و٣٣، وإلى منظمة الأمم المتحدة.

2003年11月3日订于巴黎，一式两份，均为正本，由教科文组织大会第三十二届会议主席和教科文组织总干事签署，并存放于教科文组织的档案中。经验证无误的副本将分送第32和第33条提及的所有国家和联合国。

The above text is the authentic text of the Convention hereby duly adopted by the General Conference of UNESCO at its 32nd session, held in Paris and declared closed on the seventeenth day of October 2003.

Le texte qui précède est le texte authentique de la Convention dûment adoptée par la Conférence générale de l'UNESCO à sa 32^e session, qui s'est tenue à Paris et qui a été déclarée close le dix-sept octobre 2003.

Lo anterior es el texto auténtico de la Convención aprobada en buena y debida forma por la Conferencia General de la UNESCO en su 32^a reunión, celebrada en París y clausurada el diecisiete de octubre de 2003.

Приведенный выше текст является подлинным текстом Конвенции, надлежащим образом принятой Генеральной конференцией ЮНЕСКО на ее тридцать второй сессии, которая состоялась в Париже и была объявлена закрытой 17 октября 2003 года.

والنص الوارد أعلاه هو النص الأصلي للاتفاقية التي اعتمدها المؤتمر العام لليونسكو في دورته الثانية والثلاثين المنعقدة في باريس والتي أعلن اختتامها في ١٧ أكتوبر/تشرين الأول ٢٠٠٣.

上述文本为在巴黎召开的、于 2003 年 10 月 17 日闭幕的教科文组织大会第三十二届会议通过的公约正式文本。

IN WITNESS WHEREOF the undersigned have signed this Convention this third day of November 2003.

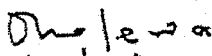
EN FOI DE QUOI ont apposé leurs signatures, le trois novembre 2003.

EN FE DE LO CUAL estampan sus firmas, en este día tres de noviembre de 2003.

В УДОСТОВЕРЕНИЕ ЧЕГО настоящую Конвенцию подписали 3 ноября 2003 года.

وإثباتاً لما تقدم وقع الشخصان المذكوران أدناه على هذه الاتفاقية، في هذا اليوم الموافق الثالث من شهر نوفمبر/تشرين الثاني ٢٠٠٣.

为此，我们于 2003 年 11 月 3 日在本公約签名，以昭信守。



President of the General Conference
Le Président de la Conférence générale
El Presidente de la Conferencia General
Председатель Генеральной конференции
 رئيس المؤتمر العام

大会主席



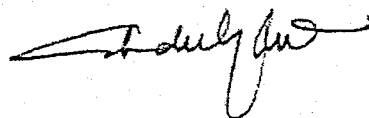
Director-General
Le Directeur général
El Director General
Генеральный директор
 المدير العام

总干事

Certified Copy
Copie certifiée conforme
Copia certificada conforme
Заверенная копия
صورة طبق الأصل
茲证明文本无误

Paris, 26. 11. 03

A. A. YUSUF



Legal Adviser
United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization

Conseiller juridique
de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture

Asesor Jurídico,
de la Organización de las Naciones Unidas para la Educación, la Ciencia y la Cultura

Юридический советник
Организации Объединенных Наций по вопросам образования, науки и культуры

المستشار القانوني
لمنظمة الأمم المتحدة للتربية والعلم والثقافة

联合国教育、科学及文化组织
法律顾问

Traduzione non ufficiale

Convenzione per la salvaguardia del patrimonio culturale immateriale

La Conferenza Generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite per l'Educazione, la Scienza e la Cultura, di seguito denominata UNESCO, riunitasi a Parigi dal 29 settembre al 17 ottobre 2003, nella sua 32ma sessione,

Facendo riferimento agli strumenti internazionali esistenti in materia di diritti umani, in particolare alla Dichiarazione Universale dei Diritti Umani del 1948, al Patto Internazionale sui Diritti Economici, Sociali e Culturali del 1966 ed al Patto Internazionale sui Diritti Civili e Politici del 1966,

Considerando l'importanza del patrimonio culturale immateriale, in quanto crogiolo della diversità culturale e garanzia di uno sviluppo sostenibile, come sottolineato nella Raccomandazione UNESCO sulla Salvaguardia della Cultura Tradizionale e Popolare del 1989, nella Dichiarazione Universale UNESCO sulla Diversità Culturale del 2001 e nella Dichiarazione di Istanbul del 2002 adottata dalla Terza Tavola Rotonda dei Ministri della Cultura,

Considerando la profonda interdipendenza tra il Patrimonio Culturale Immateriale ed il Patrimonio Materiale Culturale e Naturale,

Riconoscendo che i processi di globalizzazione e di trasformazione sociale, assieme alle condizioni che essi creano per rinnovare il dialogo tra le comunità, danno luogo altresì, alla stregua del fenomeno dell'intolleranza, a gravi pericoli di deterioramento, scomparsa e distruzione del patrimonio culturale immateriale, in particolare a causa della mancanza di risorse per salvaguardare tale patrimonio,

Consapevole della volontà universale e della preoccupazione condivisa di salvaguardare il patrimonio culturale immateriale dell'umanità,

Riconoscendo che le comunità, in modo particolare le comunità indigene, i gruppi ed, in alcuni casi, gli individui, svolgono un ruolo importante nella produzione, salvaguardia, conservazione e ripristino del patrimonio culturale immateriale, contribuendo in tal modo ad arricchire la diversità culturale e la creatività umana,

Rilevando la considerevole portata dell'attività dell'UNESCO finalizzata a porre in essere strumenti normativi per la tutela del patrimonio culturale, in particolare la Convenzione per la Tutela del Patrimonio Mondiale Culturale e Naturale del 1972,

Notando inoltre che ad oggi non esiste alcun strumento multilaterale a carattere vincolante volto alla salvaguardia del patrimonio culturale immateriale,

Considerando che gli accordi, le raccomandazioni e le risoluzioni internazionali esistenti relativi al patrimonio culturale e naturale necessitano di essere efficacemente arricchiti e completati attraverso nuove disposizioni relative al patrimonio culturale immateriale,

Considerando la necessità di creare una maggiore consapevolezza, soprattutto fra le giovani generazioni, dell'importanza del patrimonio culturale immateriale e della sua salvaguardia,

Considerando che la comunità internazionale dovrebbe contribuire, assieme agli Stati Parte della presente Convenzione, alla salvaguardia di questo patrimonio in uno spirito di cooperazione e di assistenza reciproca,

Richiamando i programmi dell'UNESCO relativi al patrimonio culturale immateriale, in particolare la Proclamazione dei Capolavori del Patrimonio Orale ed Immateriale dell'Umanità,

Considerando il ruolo inestimabile del patrimonio culturale immateriale come fattore per riavvicinare gli esseri umani e assicurare gli scambi e la comprensione reciproca,

Adotta questa Convenzione il 17 ottobre 2003.

I. Norme generali

Articolo 1- Scopi della Convenzione

Gli scopi della presente Convenzione sono:

- a) salvaguardare il patrimonio culturale immateriale;
- b) assicurare il rispetto del patrimonio culturale immateriale delle comunità, dei gruppi e degli individui interessati;
- c) accrescere la consapevolezza, a livello locale, nazionale ed internazionale, dell'importanza del patrimonio culturale immateriale e della sua considerazione reciproca;
- d) fornire cooperazione e assistenza internazionale.

Articolo 2- Definizioni

Ai fini della presente Convenzione,

1. Per "patrimonio culturale immateriale", si intendono le prassi, le rappresentazioni, le espressioni, le conoscenze, le abilità - come pure gli strumenti, gli oggetti, i manufatti e gli spazi culturali agli stessi associati - che le comunità, i gruppi, ed in alcuni casi, gli individui, riconoscono in quanto parte del loro patrimonio culturale. Questo patrimonio culturale immateriale, trasmesso di generazione in generazione, è costantemente ricreato dalle comunità e dai gruppi in funzione del loro ambiente, della loro interazione con la natura e la loro storia, e dà loro un senso di identità e di continuità, promuovendo in tal modo il rispetto per la diversità culturale e la creatività umana. Ai fini della presente Convenzione, si terrà conto unicamente del patrimonio culturale immateriale conforme agli esistenti strumenti internazionali in materia di diritti umani e alle esigenze di reciproco rispetto tra comunità, gruppi ed individui, e di sviluppo sostenibile.
2. Il "patrimonio culturale immateriale", come definito nel paragrafo 1 di cui sopra, si manifesta, tra l'altro, nei seguenti settori:
 - a) tradizioni ed espressioni orali, ivi compreso il linguaggio in quanto veicolo del patrimonio culturale immateriale;
 - b) arti dello spettacolo;
 - c) consuetudini sociali, riti e feste;
 - d) saperi e pratiche relativi alla natura e all'universo;
 - e) artigianato tradizionale.
3. Per "Salvaguardia" si intendono le misure volte a garantire la vitalità del patrimonio culturale immateriale, ivi compresa l'individuazione, la documentazione, la ricerca, la conservazione, la protezione, la promozione, la valorizzazione, la trasmissione, essenzialmente attraverso un'educazione formale e non formale, come pure la rivitalizzazione dei vari aspetti di tale patrimonio.

4. Per “Stati Parte” s’intendono gli Stati legati da questa Convenzione e tra i quali la Convenzione è in vigore.
5. La presente Convenzione si applica mutatis mutandis ai territori di cui all’articolo 33 che divengono Parti della Convenzione, conformemente alle condizioni stabilite in detto Articolo. In tale contesto l’espressione “Stati Parte” si riferisce anche a quei territori.

Articolo 3- Relazioni con altri strumenti internazionali

Nulla nella presente Convenzione può essere interpretato nel senso di:

- a) alterare lo stato o diminuire il livello di protezione dei beni dichiarati patrimonio mondiale nel quadro della Convenzione sulla tutela del patrimonio mondiale culturale e naturale del 1972, a cui un elemento del patrimonio culturale immateriale è direttamente associato; o
- b) pregiudicare i diritti e gli obblighi degli Stati Parte derivanti da qualsiasi strumento internazionale relativo ai diritti della proprietà intellettuale o all’uso di risorse biologiche ed ecologiche di cui sono parti.

II. Organi della Convenzione

Articolo 4- Assemblea Generale degli Stati Parte

1. Viene istituita un’Assemblea Generale degli Stati Parte, di seguito denominata “l’Assemblea Generale”. L’Assemblea Generale è l’organo sovrano della presente Convenzione.
2. L’Assemblea Generale si riunisce in sessione ordinaria ogni due anni. Essa può riunirsi in sessione straordinaria se così decide o su richiesta del Comitato Intergovernativo per la salvaguardia del Patrimonio Culturale Immateriale o di almeno un terzo degli Stati Parte.
3. L’Assemblea Generale adotta il proprio regolamento interno.

Articolo 5- Comitato Intergovernativo per la Salvaguardia del Patrimonio Culturale Immateriale

1. Viene istituito presso l’UNESCO un Comitato Intergovernativo per la Salvaguardia del Patrimonio Culturale Immateriale, di seguito denominato “il Comitato”. Esso è composto dai rappresentanti di 18 Stati Parte, eletti dagli Stati Parte riuniti in Assemblea Generale, non appena la presente Convenzione sarà entrata in vigore conformemente all’articolo 34.
2. Il numero degli Stati Membri del Comitato sarà aumentato a 24 allorché il numero degli Stati Parte della Convenzione raggiungerà 50.

Articolo 6- Elezione e Mandato degli Stati Membri del Comitato

1. L’elezione degli Stati Membri del Comitato deve ubbidire ai principi di un’equa ripartizione geografica e della rotazione.
2. Gli Stati Membri del Comitato sono eletti per un mandato di 4 anni dagli Stati Parte della Convenzione riuniti in Assemblea Generale.
3. Tuttavia, il mandato della metà degli Stati Membri del Comitato eletti al momento della prima elezione è limitato a due anni. Questi Stati saranno scelti tirando a sorte durante la prima elezione.
4. Ogni due anni, l’Assemblea Generale procede al rinnovo della metà degli Stati Membri del Comitato.
5. Essa eleggerà anche tanti Stati Membri del Comitato quanti ne sono necessari per occupare i seggi vacanti.
6. Uno Stato Membro del Comitato non può essere eletto per due mandati consecutivi.

7. Gli Stati Membri del Comitato scelgono per rappresentarli persone qualificate nei diversi settori del patrimonio culturale immateriale.

Articolo 7 — Funzioni del Comitato

Fatte salve le altre competenze che gli sono conferite dalla presente Convenzione, le funzioni del Comitato sono le seguenti:

- a) promuovere gli obiettivi della Convenzione, incoraggiare e monitorare la sua attuazione;
- b) dare istruzioni sulle migliori prassi e formulare raccomandazioni sulle misure volte a salvaguardare il patrimonio culturale immateriale;
- c) predisporre e sottoporre all'approvazione dell'Assemblea Generale un progetto per l'utilizzo delle risorse del fondo, conformemente all'art.25;
- d) cercare i mezzi per accrescere le sue risorse e prendere le misure necessarie a tal fine, in conformità con l'articolo 25;
- e) predisporre e sottoporre all'approvazione dell'Assemblea Generale le direttive operative per l'attuazione della presente Convenzione;
- f) esaminare, conformemente all'articolo 29, i rapporti presentati dagli Stati Parte e riassumerli per l'Assemblea Generale;
- g) esaminare le richieste presentate dagli Stati Parte e decidere sulle stesse, conformemente a criteri oggettivi di selezione stabiliti dal Comitato e approvati dall'Assemblea Generale, in merito a:
 - (i) l'iscrizione sulle liste e le proposte menzionate ai sensi degli articoli 16, 17 e 18;
 - (ii) la concessione dell'assistenza internazionale conformemente all'articolo 22.

Articolo 8- Metodi di lavoro del Comitato

1. Il Comitato è responsabile davanti all'Assemblea Generale. Esso fa rapporto alla stessa su tutte le sue attività e decisioni.
2. Il Comitato adotta il proprio regolamento interno a maggioranza di due terzi dei suoi Membri.
3. Il Comitato può istituire, su base temporanea, organi consultivi ad hoc che ritiene necessari per svolgere le proprie mansioni.
4. Il Comitato può invitare alle proprie riunioni qualsiasi ente pubblico o privato, nonché persone fisiche, aventi una competenza accertata nei differenti settori del patrimonio culturale immateriale, al fine di consultarli su materie specifiche.

Articolo 9- accreditamento delle organizzazioni consultive

1. Il Comitato propone all'Assemblea Generale l'accreditamento di Organizzazioni non governative aventi una accertata competenza nel settore del patrimonio culturale immateriale. Queste organizzazioni avranno funzioni consultive presso il Comitato.
2. il Comitato propone inoltre all'Assemblea Generale i criteri e le modalità di tale accreditamento.

Articolo 10- Il Segretariato

1. Il Comitato è assistito dal Segretariato dell'UNESCO.

2. Il Segretariato predispone la documentazione dell'Assemblea Generale e del Comitato, nonché la bozza di ordine del giorno delle loro riunioni e assicura l'esecuzione delle loro decisioni.

III. Salvaguardia del patrimonio culturale immateriale a livello nazionale

Articolo 11- Ruolo degli Stati Parte

Spetta a ciascuno Stato Parte:

- a) prendere i provvedimenti necessari per assicurare la salvaguardia del patrimonio culturale immateriale presente sul proprio territorio;
- b) tra le varie misure di salvaguardia di cui all'art. 2, paragrafo 3, individuare e definire i differenti elementi del patrimonio culturale immateriale presenti sul proprio territorio, con la partecipazione di comunità, gruppi e organizzazioni non governative competenti.

Articolo 12-Inventari

1. Per assicurare l'individuazione, in vista della salvaguardia, ciascuno Stato Parte si impegna a compilare, in modo adeguato alla propria situazione, uno o più inventari dei beni culturali immateriali presenti sul suo territorio. Questi inventari sono regolarmente aggiornati.
2. Ciascuno Stato Parte, allorché sottopone periodicamente il suo rapporto al Comitato, in conformità con l'articolo 29, fornisce le opportune informazioni riguardo a tali inventari.

Articolo 13- Altre misure di salvaguardia

Per garantire la salvaguardia, lo sviluppo e la promozione del patrimonio culturale immateriale presente sul proprio territorio, ciascuno Stato Parte si impegna a fare ogni sforzo per:

- a) adottare una politica generale volta a promuovere la funzione del patrimonio culturale immateriale nella società, e ad integrare la salvaguardia di tale patrimonio nei programmi di pianificazione;
- b) designare o istituire uno o più organi competenti per la salvaguardia del patrimonio culturale immateriale presente sul proprio territorio;
- c) promuovere studi scientifici, tecnici ed artistici, così come metodologie di ricerca, per una salvaguardia efficace dei beni culturali immateriali, in particolare dei beni culturali immateriali in pericolo;
- d) Adottare adeguate misure giuridiche, tecniche, amministrative e finanziarie volte a:
 - (i) favorire la creazione o a rafforzare Enti competenti per la formazione nella gestione del patrimonio culturale immateriale e nella trasmissione di questo patrimonio, tramite forum e spazi destinati alla sua rappresentazione o espressione;
 - (ii) garantire l'accesso al patrimonio culturale immateriale, nel rispetto delle consuetudini che disciplinano l'accesso agli aspetti specifici di tale patrimonio;
 - (iii) creare istituzioni in materia di documentazione sul patrimonio culturale immateriale, nonché facilitare l'accesso agli stessi.

Articolo 14- Educazione, sensibilizzazione e capacity-building

Ciascuno stato si impegna a fare ogni sforzo, con tutti i mezzi appropriati, al fine di:

- a) assicurare il riconoscimento, il rispetto e la valorizzazione del patrimonio culturale immateriale nella società, in particolare mediante:

- (i) programmi educativi, di sensibilizzazione e d'informazione destinati al pubblico in generale, in particolare ai giovani;
 - (ii) programmi educativi e di formazione nell'ambito delle comunità e dei gruppi interessati;
 - (iii) attività di capacity building per la salvaguardia del patrimonio culturale immateriale, in particolare in materia di gestione e ricerca scientifica; e
 - (iv) mezzi informali di trasmissione dei saperi;
- b) informare costantemente il pubblico sui pericoli che minacciano questo patrimonio, nonché sulle attività svolte in attuazione della presente Convenzione;
- c) promuovere l'educazione alla protezione degli spazi naturali e dei luoghi della memoria, la cui esistenza è necessaria per l'espressione del patrimonio culturale immateriale.

Articolo 15- Partecipazione delle comunità, dei gruppi e degli individui

Nel quadro delle sue attività di salvaguardia del patrimonio culturale immateriale, ciascuno Stato parte si impegna a garantire la più ampia partecipazione di comunità, gruppi e, ove opportuno, individui, che creino, mantengano e trasmettano tale patrimonio, e a coinvolgerli attivamente nella sua gestione.

IV. Salvaguardia del patrimonio culturale immateriale a livello internazionale

Articolo 16 – Lista rappresentativa del Patrimonio Culturale Immateriale dell'Umanità

1. Al fine di garantire una migliore visibilità del patrimonio culturale immateriale, e di far acquisire la consapevolezza della sua importanza, e di incoraggiare il dialogo nel rispetto della diversità culturale, il Comitato, su proposta degli Stati Parte interessati, si impegna ad istituire, aggiornare e pubblicare una Lista Rappresentativa del Patrimonio Culturale Immateriale dell'Umanità.
2. Il Comitato elabora e sottopone all'approvazione dell'Assemblea Generale, i criteri che presiedono all'istituzione, l'aggiornamento e la pubblicazione di tale Lista Rappresentativa.

Articolo 17- Lista del Patrimonio Culturale Immateriale che necessita di una Salvaguardia Urgente

1. In vista dell'adozione di adeguate misure di salvaguardia, il Comitato istituisce, aggiorna e pubblica una Lista del Patrimonio Culturale Immateriale che necessita di una urgente salvaguardia, ed iscrive tale patrimonio sulla Lista, a richiesta dello Stato Parte interessato.
2. Il Comitato elabora e sottopone all'approvazione dell'Assemblea Generale, i criteri per l'istituzione, l'aggiornamento e la pubblicazione di questa Lista.
3. In casi di estrema urgenza - il cui criterio oggettivo è approvato dall'Assemblea Generale su proposta del Comitato - il Comitato può iscrivere un bene del patrimonio in oggetto sulla Lista menzionata al paragrafo 1, in consultazione con lo Stato Parte interessato.

Articolo 18- Programmi, progetti e attività per la salvaguardia del patrimonio culturale immateriale

1. Sulla base di proposte presentate dagli Stati Parte, e conformemente ai criteri che sono definiti dal Comitato e approvati dall'Assemblea Generale, il Comitato seleziona periodicamente e promuove programmi, progetti ed attività a carattere nazionale, sub-regionale e regionale, di salvaguardia del patrimonio che a suo avviso meglio riflettono i principi e gli obiettivi di questa Convenzione, tenendo conto dei bisogni particolari dei Paesi in via di sviluppo.

2. A tal fine, esso riceve, esamina ed approva le richieste di assistenza internazionale degli Stati Parte per la preparazione di tali proposte.
3. Il Comitato accompagna la realizzazione di tali progetti, programmi ed attività, con la diffusione delle prassi migliori, secondo la modalità che esso stesso avrà determinato.

V. Cooperazione ed assistenza internazionali

Articolo 19- Cooperazione

1. Ai fini della presente Convenzione, la cooperazione internazionale comprende, tra gli altri, lo scambio di informazioni e di esperienze, iniziative congiunte, nonché l'istituzione di un meccanismo di assistenza agli Stati Parte nei loro sforzi per salvaguardare il patrimonio culturale immateriale.
2. Fatte salve le disposizioni previste dalle legislazioni nazionali, dai loro diritti e pratiche consuetudinari, gli Stati Parte riconoscono che la salvaguardia del patrimonio culturale immateriale è d'interesse generale per l'umanità, ed a tal fine esse s'impegnano a cooperare a livello bilaterale, sub-regionale, regionale ed internazionale.

Articolo 20- Scopi dell'assistenza internazionale

L'assistenza internazionale può essere concessa per i seguenti scopi:

- a) la salvaguardia del patrimonio iscritto nella Lista del Patrimonio Culturale Immateriale che necessita di urgente salvaguardia;
- b) la preparazione degli inventari ai sensi degli articoli 11 e 12;
- c) il supporto a programmi, progetti ed attività intraprese a livello nazionale, sub-regionale e regionale, volti a salvaguardare il patrimonio culturale immateriale;
- d) ogni altro scopo che il Comitato ritiene necessario.

Articolo 21- Forme di assistenza internazionale

L'assistenza concessa dal Comitato ad uno Stato Parte è disciplinata dalle direttive operative previste all'articolo 7 e dall'accordo contemplato all'articolo 24, e potrà avere le seguenti forme:

- a) studi concernenti i vari aspetti della salvaguardia;
- b) messa a disposizione di esperti e di specialisti;
- c) formazione di tutto il personale necessario;
- d) elaborazione di misure normative e di altra natura;
- e) creazione e utilizzo di infrastrutture;
- f) fornitura di attrezzature e know-how;
- g) altre forme di assistenza finanziaria e tecnica, ivi compreso, ove appropriato, la concessione di prestiti a basso tasso di interesse e le donazioni.

Articolo 22- Condizioni che disciplinano l'assistenza internazionale

1. Il Comitato stabilisce la procedura d'esame delle richieste di assistenza internazionale, e specifica quali siano le informazioni da includere nelle richieste, come i provvedimenti previsti, gli interventi necessari, e la valutazione del loro costo.
2. In caso di emergenza, le richieste di assistenza devono essere esaminate dal Comitato in via prioritaria.
3. Al fine di addivenire ad una decisione, il Comitato intraprende gli studi e le consultazioni che ritiene necessari.

Articolo 23- Richieste di assistenza internazionale

1. Ogni Stato Parte può presentare al Comitato una domanda di assistenza internazionale per la salvaguardia del patrimonio culturale immateriale presente sul suo territorio.
2. Tale domanda può altresì essere presentata congiuntamente da due o più Stati Parte.
3. La domanda deve includere le informazioni previste all'Articolo 22, paragrafo 1, insieme alla documentazione necessaria.

Articolo 24: Ruolo degli Stati Parte beneficiari

1. In conformità alle disposizioni della presente Convenzione, l'assistenza internazionale concessa deve essere regolamentata da un accordo fra lo Stato Parte beneficiario ed il Comitato.
2. Di regola, lo Stato Parte beneficiario deve partecipare, nei limiti delle proprie risorse, al costo delle misure di salvaguardia per le quali è fornita un'assistenza internazionale.
3. Lo Stato Parte beneficiario deve sottoporre al Comitato un rapporto sull'uso fatto dell'assistenza accordata in favore della salvaguardia del Patrimonio Culturale Immateriale.

VI. Fondo del Patrimonio Culturale Immateriale*Articolo 25: Natura e risorse del Fondo*

1. È istituito un "Fondo per la salvaguardia del Patrimonio Culturale Immateriale", in seguito denominato "il Fondo".
2. Il Fondo è costituito da fondi fiduciari istituiti conformemente alle disposizioni dei Regolamenti Finanziari dell'UNESCO.
3. Le risorse del Fondo sono costituite da:
 - (a) contributi degli Stati Parte;
 - (b) fondi stanziati a tal fine dalla Conferenza Generale dell'UNESCO;
 - (c) contributi, donazioni o lasciti che potranno essere fatti da:
 - (i) altri Stati;
 - (ii) organizzazioni e programmi del sistema delle Nazioni Unite, in particolare il Programma delle Nazioni Unite per lo Sviluppo, nonché altre organizzazioni internazionali;
 - (iii) enti pubblici o privati o individui;
 - (d) qualsiasi interesse dovuto sulle risorse del Fondo;
 - (e) fondi che provengono da raccolte di denaro e introiti che derivano da eventi organizzati a vantaggio del Fondo;

- (f) ogni altra risorsa autorizzata dai regolamenti del Fondo, che saranno elaborati dal Comitato.
4. L'uso delle risorse da parte del Comitato deve essere deciso in base alle linee guida stabilite dall'Assemblea Generale.
 5. Il Comitato può accettare contributi ed altre forme di assistenza fornite per scopi generali o specifici che si riferiscono a progetti determinati, purché tali progetti siano stati approvati dal Comitato.
 6. Nessuna condizione politica, economica o di altro tipo che sia incompatibile con gli obiettivi della presente Convenzione, può essere apposta ai contributi fatti al Fondo.

Articolo 26: Contributi degli Stati Parte al Fondo

1. Fatto salvo qualsiasi contributo volontario supplementare, gli Stati Parte della presente Convenzione s'impegnano a versare al Fondo, almeno ogni due anni, un contributo il cui ammontare — calcolato secondo una percentuale uniforme applicabile a tutti gli Stati — sarà determinato dall'Assemblea Generale. Questa decisione dell'Assemblea Generale sarà adottata a maggioranza degli Stati Parte presenti e votanti che non hanno fatto la dichiarazione di cui al paragrafo 2 del presente Articolo. In alcun caso il contributo dello Stato Parte potrà superare l'1% del suo contributo al bilancio ordinario dell'UNESCO.
2. Tuttavia, ciascuno Stato di cui all'Articolo 32 o all'Articolo 33 della presente Convenzione può dichiarare, al momento del deposito dei suoi strumenti di ratifica, accettazione, approvazione o adesione che non intende essere vincolato dalle disposizioni del paragrafo 1 del presente Articolo.
3. Uno Stato Parte alla presente Convenzione che ha reso la dichiarazione di cui al paragrafo 2 del presente Articolo s'impegnerà a ritirare detta dichiarazione mediante una notifica al Direttore Generale dell'UNESCO. Tuttavia, il ritiro della dichiarazione non avrà effetto con riguardo al contributo dovuto dallo Stato fino alla data di apertura della successiva sessione dell'Assemblea Generale.
4. Per consentire al Comitato di pianificare in modo efficace le sue operazioni, i contributi degli Stati Parte alla presente Convenzione che hanno fatto la dichiarazione di cui al paragrafo 2 del presente Articolo, devono essere versati su base regolare, almeno ogni due anni, e dovrebbero avvicinarsi il più possibile ai contributi che essi avrebbero dovuto versare se fossero stati vincolati dalle disposizioni del paragrafo 1 del presente Articolo.
5. Ogni Stato Parte alla presente Convenzione, che sia in arretrato con il pagamento del suo contributo obbligatorio o volontario per l'anno in corso e per l'anno civile immediatamente precedente, non è eleggibile come Membro del Comitato; questa disposizione non si applica alla prima elezione. Il mandato di uno Stato che si trovi in tale condizione e che è già Membro del Comitato terminerà alla data delle elezioni previste dall'Articolo 6 della presente Convenzione.

Articolo 27: Contributi volontari supplementari al Fondo

Gli Stati Parte che desiderano versare contributi volontari oltre a quelli previsti dall'Articolo 26 devono informare il Comitato al più presto in modo da consentirgli di pianificare di conseguenza le proprie attività.

Articolo 28: Campagne internazionali per la raccolta di fondi

Gli Stati Parte devono fornire, nella misura del possibile, il loro supporto alle campagne internazionali per la raccolta di fondi organizzate a favore del Fondo sotto gli auspici dell'UNESCO.

VII: Rapporti*Articolo 29: Rapporti degli Stati Parte*

Gli Stati Parte devono presentare al Comitato, nel rispetto delle forme e della periodicità prescritte dal Comitato, rapporti sulle disposizioni legislative, regolamentari e di altro tipo adottate per l'attuazione di questa Convenzione.

Articolo 30: Rapporti del Comitato

1. Sulla base delle proprie attività e dei rapporti degli Stati Parte di cui all'Articolo 29, il Comitato deve sottoporre un rapporto all'Assemblea Generale in occasione di ciascuna delle sue sessioni.
2. Questo rapporto deve essere sottoposto all'attenzione della Conferenza Generale dell'UNESCO.

VIII. Clausola di transizione*Articolo 31: Relazione con la Proclamazione dei Capolavori del Patrimonio Culturale Orale ed Immateriale dell'Umanità*

1. Il Comitato includerà nella Lista Rappresentativa del Patrimonio Culturale Immateriale dell'Umanità i beni proclamati "Capolavori del Patrimonio Culturale Orale ed Immateriale dell'Umanità", prima dell'entrata in vigore della presente Convenzione.
2. L'inclusione di questi beni nella Lista Rappresentativa del Patrimonio Culturale Immateriale dell'Umanità in nessun caso pregiudicherà i criteri per le future iscrizioni stabiliti secondo quanto previsto all'Articolo 16, paragrafo 2.
3. Nessun'altra Proclamazione sarà effettuata dopo l'entrata in vigore di questa Convenzione.

IX. Disposizioni finali

Articolo 32: Ratifica, accettazione o approvazione

1. La presente Convenzione è sottoposta alla ratifica, all'accettazione o all'approvazione degli Stati Membri dell'UNESCO, conformemente alle rispettive procedure costituzionali.
2. Gli strumenti di ratifica, accettazione o approvazione devono essere depositati presso il Direttore Generale dell'UNESCO.

Articolo 33: Adesione

1. La presente Convenzione è aperta all'adesione di tutti gli Stati non Membri dell'UNESCO invitati ad aderirvi dalla Conferenza Generale dell'UNESCO.
2. La presente Convenzione è altresì aperta all'adesione dei territori i quali godono di una completa autonomia interna, riconosciuta in quanto tale dalle Nazioni Unite, ma che non hanno raggiunto una completa indipendenza, conformemente alla risoluzione 1514 (XV) dell'Assemblea Generale, e che hanno competenza nelle materie disciplinate da questa Convenzione, compresa la competenza ad aderire a trattati su tali materie.
3. Lo strumento di adesione deve essere depositato presso il Direttore Generale dell'UNESCO.

Articolo 34: Entrata in vigore

La presente Convenzione entrerà in vigore tre mesi dopo la data del deposito del trentesimo strumento di ratifica, accettazione, approvazione o adesione, ma solo per quegli Stati che avranno depositato i loro rispettivi strumenti di ratifica, accettazione, approvazione o adesione a quella data o precedentemente. Essa entrerà in vigore nei confronti di ogni altro Stato Parte tre mesi dopo il deposito del suo strumento di ratifica, accettazione, approvazione o adesione.

Articolo 35: Ordinamenti costituzionali federali o non unitari

Le disposizioni di seguito riportate si applicano agli Stati Parte che hanno un ordinamento costituzionale federale o non unitario:

- (a) per quanto riguarda le disposizioni di questa Convenzione, la cui applicazione rientra nella competenza del potere legislativo federale o centrale, gli obblighi del governo federale o centrale saranno gli stessi di quelli degli Stati Parte che non sono Stati federali;
- (b) per quanto riguarda le disposizioni di questa Convenzione, la cui applicazione rientra nella competenza di ciascuno Stato, Paese, Provincia o Cantone membro, che non è tenuto, in base al sistema costituzionale della federazione, a prendere misure legislative, il governo federale, deve informare le autorità competenti di tale Stato, Paese, Provincia o Cantone delle suddette disposizioni, raccomandando la loro adozione.

Articolo 36: Denuncia

1. Ciascuno Stato Parte ha la facoltà di denunciare la presente Convenzione.
2. La denuncia deve essere notificata mediante uno strumento scritto, depositato presso il Direttore Generale dell'UNESCO.

3. La denuncia avrà effetto dodici mesi dopo la ricezione dello strumento di denuncia. Essa non pregiudica in alcun modo gli obblighi finanziari dello Stato Parte denunciante fino alla data in cui il ritiro ha effetto.

Articolo 37: Funzioni del depositario

Il Direttore Generale dell'UNESCO, nella sua qualità di Depositario della presente Convenzione, informa gli Stati Membri dell'Organizzazione, gli Stati non Membri dell'Organizzazione di cui all'Articolo 33, nonché le Nazioni Unite, del deposito di tutti gli strumenti di ratifica, accettazione, approvazione o adesione previsti dagli Articoli 32 e 33 e delle denunce previste all'Articolo 36.

Articolo 38: Emendamenti

1. Ogni Stato Parte può, mediante una comunicazione scritta indirizzata al Direttore Generale, proporre emendamenti a questa Convenzione. Il Direttore Generale deve trasmettere tale comunicazione a tutti gli Stati Parte. Se, nei sei mesi dalla data della trasmissione della comunicazione, almeno la metà degli Stati Parte dà una risposta favorevole alla richiesta, il Direttore Generale è tenuto a presentare tale proposta alla successiva sessione dell'Assemblea Generale, per discussione ed eventuale adozione.
2. Gli emendamenti sono adottati a maggioranza di due terzi degli Stati Parte presenti e votanti.
3. Una volta adottati, gli emendamenti alla presente Convenzione sono sottoposti agli Stati Parte per ratifica, accettazione, approvazione o adesione.
4. Per i soli Stati Parte che li hanno ratificati, accettati, approvati o che vi hanno aderito, gli emendamenti entrano in vigore tre mesi dopo il deposito degli strumenti di cui al paragrafo 3 del presente Articolo da parte dei due terzi degli Stati Parte. Successivamente, per ciascuno Stato Parte che ratifica, accetta, approva o aderisce ad un emendamento, tale emendamento entra in vigore tre mesi dopo la data di deposito, ad opera di tale Stato Parte, del suo strumento di ratifica, accettazione, approvazione o adesione.
5. La procedura stabilita ai paragrafi 3 e 4 non si applica agli emendamenti all'Articolo 5 concernenti il numero di Stati Membri del Comitato. Questi emendamenti entrano in vigore nel momento in cui sono adottati.
6. Uno Stato che diviene Parte di questa Convenzione dopo l'entrata in vigore degli emendamenti in conformità con il paragrafo 4 del presente Articolo, se non è espressa una diversa volontà, è considerato:
 - (a) come Parte della presente Convenzione in tal modo emendata; e
 - (b) come Parte della Convenzione non emendata in relazione ad ogni Stato Parte non vincolato dagli emendamenti.

Articolo 39: Testi facenti fede

La presente Convenzione è stata redatta in arabo, cinese, inglese, francese, russo e spagnolo, i sei testi facendo ugualmente fede.

Articolo 40: Registrazione

In conformità all'Articolo 102 della Carta delle Nazioni Unite, la presente Convenzione sarà registrata presso il Segretariato delle Nazioni Unite su richiesta del Direttore Generale dell'UNESCO.

Fatto a Parigi il 3 novembre 2003, in due esemplari autentici recanti la firma del Presidente della 32ma sessione della Conferenza Generale e del Direttore Generale dell'UNESCO. Questi due esemplari sono depositati negli archivi dell'UNESCO. Copie certificate conformi sono rilasciate a tutti gli Stati di cui agli Articoli 32 e 33, nonché alle Nazioni Unite.

Il testo che precede è il testo autentico della Convenzione adottato nelle forme dovute dalla Conferenza Generale dell'UNESCO alla sua 32ma sessione, che si è tenuta a Parigi e che è stata dichiarata chiusa il 17 ottobre 2003.

In fede, hanno apposto la loro firma il 3 novembre 2003

Il Presidente della Conferenza Generale

Il Direttore Generale

PAGINA BIANCA

€ 0,68



15PDL0031160